

**Gilbert Lavoie**

Pour joindre notre chroniqueur :  
glavoie@lesoleil.com



## La charité instantanée

C'était prévisible : les nombreux reportages qui nous parviennent d'Haïti à l'approche du premier anniversaire du séisme du 12 janvier 2010 font état de la lenteur des travaux de reconstruction. Comment comprendre qu'un an plus tard, la capitale Port-au-Prince soit toujours ensevelie sous des tonnes de débris? Même le palais présidentiel, symbole le plus prestigieux de la violence du séisme, n'a toujours pas été démoli en vue d'une reconstruction. Comment expliquer une telle situation après les milliards de dollars promis par la communauté internationale? Et, surtout, comment faire comprendre aux milliers de donateurs qui ont répondu aux campagnes de la Croix-Rouge, d'Oxfam ou du CECI qu'il faudra faire de même cette année et les suivantes?

Le député de Deux-Montagnes, Benoît Charrette, compte parmi les parlementaires québécois les plus au fait de la situation en Haïti. Marié à une Haïtienne, il a vi-

sité le pays en avril et y est retourné à la fin de novembre. Comme tout le monde, il a constaté la lenteur des travaux de reconstruction. Mais il fait une mise en garde : il ne faut pas confondre l'aide humanitaire avec les engagements pris par la communauté internationale pour la reconstruction.

Son avertissement arrive à point. L'an dernier, nous avons répondu généreusement aux campagnes de collecte de fonds des organismes humanitaires. L'ampleur du drame et la présence de nombreux Québécois connus parmi les victimes ont contribué à cet élan de générosité.

Mais nous vivons dans un monde d'instantanéité, où les résultats sont trop souvent attendus sans délai. Or, la charité qui donne des résultats instantanés n'est pas la réponse durable à une situation comme celle qui est vécue actuellement en Haïti. Il ne faut jamais perdre de vue que l'aide humanitaire était déjà importante et nécessaire dans ce pays, bien

avant le séisme. Le tremblement de terre du 12 janvier n'a fait qu'ajouter un poids énorme à la tâche déjà colossale des ONG comme la Croix-Rouge ou Oxfam. Il faudra donc continuer.

La reconstruction est une autre histoire. «Pourquoi ne pas leur envoyer des pelles mécaniques?» se disent bien des Québécois en constatant la lenteur des travaux de déblayage et de reconstruction. Le problème, c'est qu'il faudrait aussi des marteaux-piqueurs, des boteurs, des centaines de camions et tout le personnel spécialisé nécessaire pour abattre les édifices condamnés, démolir les dalles de béton et transporter tous ces débris à l'extérieur de la ville, dans des rues déjà trop congestionnées.

*Nous vivons dans un monde d'instantanéité, où les résultats sont trop souvent attendus sans délai*

Il faut avoir vu l'ampleur des dégâts pour comprendre les difficultés d'une telle opération. Même chez nous, dans une ville comme Montréal, il faudrait des mois pour mener une opération similaire. Vu d'ici, les solutions semblent parfois à portée de main, mais ce n'est jamais simple. La semaine dernière, on apprenait que les tentes et le matériel médical envoyés par la Ville de Québec en octobre attendaient depuis deux mois dans un conteneur, sur les quais de Port-au-Prince. C'est long deux mois? À Québec, il nous a fallu quatre mois pour organiser le transport de ce matériel... Et pourtant, nous ne sommes pas dans une situation de crise.

Il serait trop facile de prendre prétexte des retards dans la reconstruction et de la crise politique pour ignorer les besoins des organismes chargés de l'aide humanitaire. C'est peut-être là le principal message qu'il faut transmettre aux pays du Nord, à l'occasion de l'anniversaire, demain, du séisme du 12 janvier.